

# LA PRESSE EN REVUE...



**MARDI 15 AVRIL 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Il cède la place
- 2) Economie de...
- 3) A vous de juger !
- 4) Ca va fort...trop fort !!
- 5) Mais il freine la...
- 6) La crise de la gauche
- 7) Ils veulent mettre KO le ...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) David Assouline dit "au-revoir" au porte-parolat du PS





Sylvain Chazot  
sylvain.chazot@europel.fr

**BYE BYE -**

David Assouline tient à adresser un petit mot "personnel" pour conclure son point-presse du lundi 14 avril :

*Au revoir.*

Porte-parole du Parti socialiste depuis mai 2012, le sénateur de Paris décide donc de rendre son tablier "à l'occasion du changement de premier secrétaire".

Presque deux ans, c'est beaucoup. [...] Le renouvellement est nécessaire.

David Assouline entend "retrouver [sa] parole de socialiste, plus singulière". Autrement dit, la langue de bois inhérente au poste de porte-parole, ça suffit.

Pas question en revanche, de quitter la rue de Solférino. Le sénateur PS fait même quasiment acte de candidature à de plus hautes fonctions : "Si demain on me propose une fonction importante [...], je répondrais présent comme je l'ai fait depuis de nombreuses années à la direction du Parti socialiste", dit-il.

Mardi 15 avril, le Conseil national du PS doit désigner le nouveau premier secrétaire du parti en remplacement d'Harlem Désir, parti au gouvernement. Ce sera Jean-Christophe Cambadélis, "proposé" par le nouveau secrétaire d'État aux Affaires européennes.

lelab.europel.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) La France peut-elle économiser 50 milliards ?

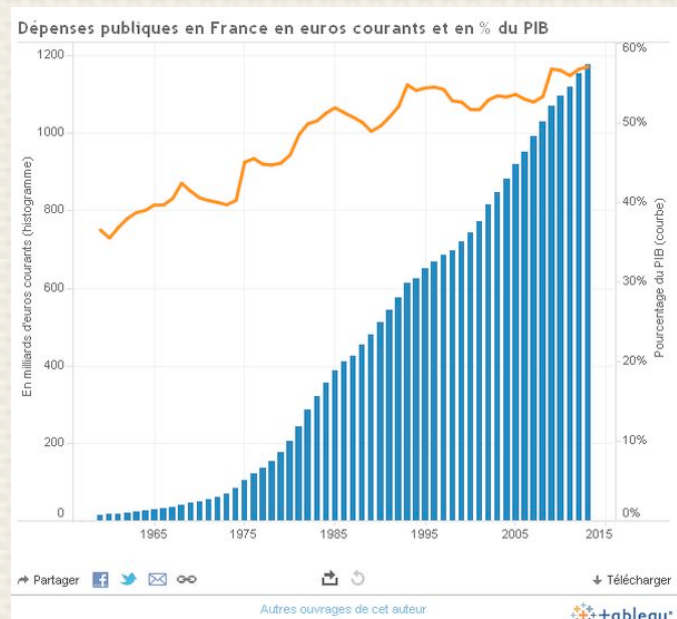


Hollande pilote lui-même le dossier sensible des 50 milliards d'économies. / DR

FactaMedia

**Pour surfer sur la vague montante de la data, La Tribune publiera désormais chaque lundi une analyse enrichie par un ou des graphiques animés, en association avec le site internet FactaMedia. Aujourd'hui, la France peut-elle économiser 50 milliards ?**

L'Insee l'a confirmé dans sa publication de la dette et du déficit "notifiés" au sens de Maastricht, le 31 mars dernier : les dépenses publiques ont battu un nouveau record en 2013, à 57,1 % du PIB. Le précédent point haut datait de 2009, au cœur de la crise. Mais d'une manière générale, le niveau des dépenses publiques est de longue date très élevé. Lors d'une crise précédente, en 1993, ce ratio avait déjà approché les 55 %.



On peut bien sûr avoir besoin de matérialiser de

telles sommes en euros : 1176,1 milliards d'euros pour 2013. En valeur de l'époque, elles étaient de 15 milliards d'euros en 1959. Mais bien entendu, les comparaisons inter-temporelles en euros courants ne sont pas parlantes, et c'est l'une des raisons de rapporter des données au PIB. C'est également nécessaire pour des comparaisons entre entités économiques ou géographiques différentes.

## **50 milliards de dépenses publiques en moins d'ici 2017 ?**

La grande affaire du moment est donc de réaliser 50 milliards d'euros d'économies sur nos dépenses d'ici 2017, comme cela a été affirmé à plusieurs reprises par l'exécutif depuis janvier. Chacun semblant convenir, à l'instar du discours de politique générale du nouveau Premier ministre, que la baisse de la dépense est désormais la condition sine qua non pour mettre en œuvre des mesures diverses : le « pacte de responsabilité », qui doit renforcer la compétitivité des entreprises, et le nouveau « pacte de solidarité », qui doit redonner du pouvoir d'achat aux ménages modestes.

Ces 50 milliards d'euros qui paraissent cruciaux représentent 2,4% du PIB en 2013. Réaliser d'un coup ces économies ramènerait, toutes choses égales par ailleurs, le ratio dépenses publiques / PIB à 54,7% du PIB. C'est-à-dire nettement plus, comme le montre le graphique précédent, que ce que connaissait encore notre pays pas plus tard qu'en 2008.

## **Des précédents à l'étranger ?**

Une diminution de 2,4 points de PIB de la dépense publique est-elle faisable en deux à trois ans ? Les exemples étrangers peuvent être intéressants pour s'en faire une idée. On observe que si les dépenses publiques en France sont relativement stables, à un haut niveau, au cours des 20 dernières années, beaucoup de nos voisins connaissent des variations très fortes de leurs dépenses publiques rapportées à leur PIB. L'évolution la plus spectaculaire est bien sûr la chute brutale des dépenses publiques en Suède depuis les années 90 (et dans d'autres pays scandinaves) : plus de 2% par an pendant 7 ans, de 1993 à 2000. Et un croisement avec la courbe

de la France en 2006, avec un écart qui grandit depuis.

Mais une baisse importante a également eu lieu aux Pays-Bas, ainsi qu'au Royaume-Uni jusqu'en 2000. Plus récemment, on peut observer que les dépenses publiques auront diminué de 3,6 points de PIB en Allemagne et de 2,9 points au Royaume-Uni entre 2009 et 2012, soit davantage que les 2,4 points que représentent nos fameux 50 milliards.

## **L'évolution des dépenses publiques en Europe**

### Les dépenses publiques par fonction

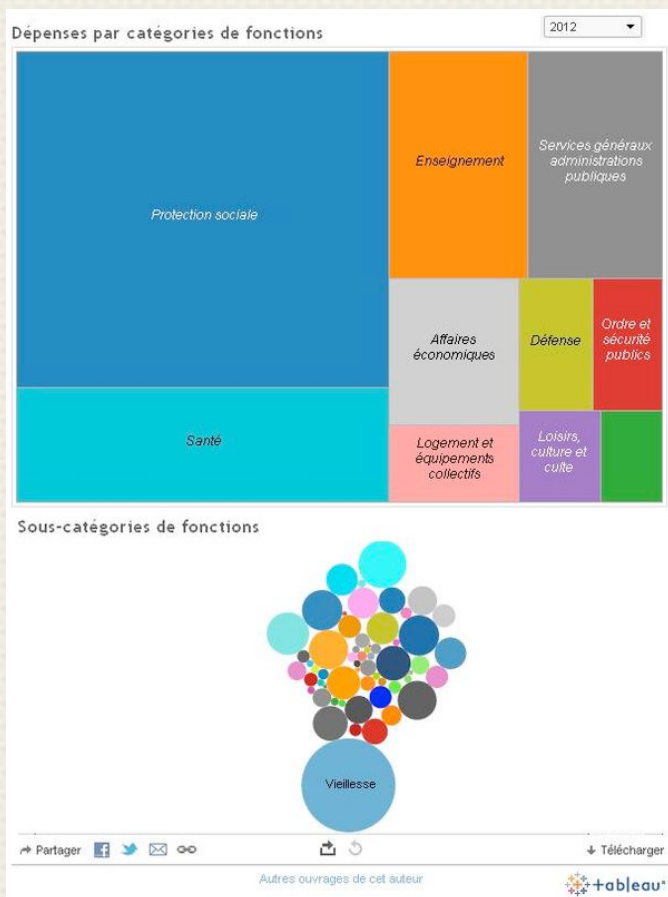
Pour réaliser des économies importantes, encore faut-il pouvoir mesurer à quoi sont utilisées les dépenses, et comment elles ont évolué dans la période récente.

L'infographie ci-dessous détaille l'évolution depuis 1995 de toutes les grandes poches des dépenses publiques, ventilées par fonctions et sous-fonctions. La dimension la plus frappante est certainement la place prise par les dépenses de protection sociale et de santé, notre « modèle social », qui pesait près de 58 % du total des dépenses publiques en 2012. Contre moins de 53 % en 1995, et alors que la part des dépenses publiques a donc augmenté dans le PIB entre ces deux dates.

Réciproquement, la part des dépenses d'enseignement a diminué d'un demi-point depuis 1995 (de 11,3% à 10,8% du total). Et, aussi surprenant que cela puisse paraître, même la proportion de nos dépenses consacrée au remboursement de la dette a diminué, de près d'un point (de 5,1% en 1995 à 4,2% aujourd'hui), grâce notamment à une baisse des taux qui a pour l'instant permis de contrebalancer la forte hausse de l'encours. Au total, le service de la dette représente une portion aujourd'hui légèrement inférieure aux fameux 50 milliards recherchés, qui représentent près de 4,3% du total des dépenses publiques de 2013 : à trouver d'ici 2017, donc, dans les poches ci-dessous.

Notice : l'infographie interactive ci-dessous vous permet de sélectionner l'année de référence dans le sélecteur prévu à cet effet en haut à droite. Le grand rectangle représente l'ensemble des dépenses publiques détaillées en dix grandes fonctions, ainsi que les décrivent les comptes

nationaux. En sélectionnant l'une de ces dix composantes, vous ferez apparaître les bulles détaillant les dépenses par sous-catégorie pour la fonction choisie. En passant la souris sur chaque rectangle ou bulle, vous ferez apparaître les informations détaillées s'y rattachant. Pour revenir à l'affichage initial, cliquez sur le titre en haut du graphique ou sur la flèche retour en bas.



Note méthodologique : les données des trois graphiques de cet article sont issues des comptes nationaux (Insee pour la France, Eurostat pour la comparaison européenne). Pour les données 2010 à 2013 du premier graphique, on utilise les chiffres publiés par l'Insee le 31 mars dernier (qui révisent très légèrement les données de 2010 à 2012 utilisées dans les deux autres graphiques).

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Primaire en 2017 : le coup de poignard de Dray à Hollande

Gérald Andrieu - Marianne

Journaliste politique à Marianne chargé du suivi des partis de gauche.

Julien Dray, l'ami de toujours de François Hollande, lui a savonné la planche en se disant « favorable » à la tenue d'une primaire en vue de la présidentielle de 2017. Mais pourquoi diable une telle déclaration ? Et si c'était le remaniement à la tête du PS que Dray n'avait pas digéré ?



Julien Dray et François Hollande en 2009 - LEWKOWICZ ALEXANDRE/SIPA

«Gardez-moi de mes amis, quant à mes ennemis... » François Hollande a beau porter aux nues le Petit prince de Saint-Exupéry qui aurait, selon lui, « changé sa vie » (sic), il doit certainement connaître la suite de cette célèbre citation de Voltaire. Dans le cas contraire, il vient d'apprendre son existence et, dans le même temps, son extrême justesse. Invité ce matin de Jean-Jacques Bourdin, Julien Dray, le vieux compagnon de route du chef de l'État, vient en effet de lui mettre un joli coup de poignard dans le dos. Comment ? En suggérant tout simplement qu'une primaire puisse se tenir avant la présidentielle 2017 !

« Je suis plutôt favorable à ce qu'il y ait une désignation démocratique. (...) C'est ce que font les Américains. Aux Etats-Unis, le Parti démocrate fait des primaires même quand c'est un président sortant. (...) Je ne vois pas pourquoi on sauterait par-dessus les primaires en disant qu'il y

a une sorte de plébiscite légitime. Il y aura un débat... ».

Bien sûr, dans l'immédiate foulée, le même Julien Dray s'est empressé d'expliquer que Manuel Valls et François Hollande « sont assez grands pour comprendre » qu'une primaire « serait mortifère pour l'ensemble de la gauche ». Mais tout de même, pourquoi diable Julien Dray en appelle aujourd'hui à la modernité américaine et savonne, par la même occasion, la planche de son ami Hollande ? L'écrasante popularité de Valls par rapport au chef de l'Etat lui aurait-elle échappé ? On disait pourtant Hollande et Dray plus proches que jamais. Ce dernier aurait été associé, murmure-t-on même, à toutes les étapes du dernier remaniement. Se serait-il imaginé hériter d'un secrétariat d'Etat qui, dans la dernière ligne droite, lui aurait échappé ?

C'est plus certainement le remaniement à la tête du PS que Julien Dray digère mal, l'exfiltration d'Harlem Désir et l'arrivée de Jean-Christophe Cambadélis à sa place, le temps d'assurer l'intérim. Il semblerait que Dray se verrait bien batailler avec Cambadélis quand les adhérents PS finiront par être consultés pour savoir qui sera leur Premier secrétaire. Un match retour « LCR contre OCI » ? Ils en ont de la chance, décidément, les militants du Parti socialiste !

## **Julien Dray se dit "favorable aux primaires" PS en 2017 - 14/04**

<http://youtu.be/4Cz9OPFV-iE>

marianne.net

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## **IV) L'euro est "anormalement fort" pour la Banque de France**



Par Challenges.fr

**Selon le gouverneur de la banque de France, la situation économique de la zone euro ne justifie pas une telle valorisation de la monnaie unique.**



Billets de 200 et 100 euros, image d'illustration. (AFP PHOTO / Pedro ARMESTRE)

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a estimé, dans une interview accordée lundi 14 avril au Figaro, que le niveau actuel de l'euro était "anormalement fort" compte tenu de la situation économique de la zone euro.

"L'euro est anormalement fort compte tenu de la position de la zone euro dans le cycle économique et de son retard dans la reprise de la croissance par rapport à d'autres", a déclaré Christian Noyer, dans les colonnes du quotidien, en marge des réunions du G7 à Washington.

Selon le gouverneur de la Banque de France, cette situation est particulièrement préjudiciable pour l'économie française du fait de son "problème de compétitivité qu'il faut absolument traiter".

"La France a pris du retard par rapport à l'Italie et surtout à l'Espagne qui ont fait des ajustements de leurs coûts de production", a-t-il ajouté.

## **"Plus facile d'invoquer la baisse que de l'orchestrer"**

Christian Noyer estime cependant que si "cette baisse est souhaitable, il est plus facile de

l'invoquer que de l'orchestrer", réfutant le rôle de la politique monétaire de la BCE comme explication de cette hausse.

"Le niveau des taux européens est aujourd'hui inférieur aux taux américains, sur pratiquement toutes les échéances et notamment à long terme. Les différentiels de taux d'intérêt ne sont pas à l'origine de ce qui se passe sur le marché des changes", a-t-il assuré.

S'exprimant par ailleurs sur les risques de déflation dans la zone euro, Christian Noyer a assuré que "si la période d'inflation basse devait durer plus longtemps que prévu, nous avons à notre disposition de nombreux instruments" pour y remédier.

"L'opinion publique et les marchés savent que nous ferons ce que nous devons pour que l'inflation remonte vers sa cible de 2%", a-t-il conclu.

challenges.fr-Avec AFP

## **V) Sapin : l'euro trop fort est «un frein à la croissance de la France»**

Le ministre des Finances, Michel Sapin, a réaffirmé lundi son opposition à un euro trop fort, se félicitant des propos à cet égard du président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, samedi à Washington.

L'euro "trop fort" aujourd'hui, "est un frein à la croissance de la France", a assuré M. Sapin sur l'antenne d'Europe 1.

Il a appelé de ses vœux "un euro qui doit être à un bon niveau, l'euro étant aujourd'hui à un niveau anormalement fort".

A propos des déclarations de M. Draghi qu'il avait trouvé samedi "intéressantes", le ministre s'est félicité que la BCE ait "pris conscience" que l'euro trop fort constituait "une gêne pour l'ensemble des pays européens, et tout particulièrement pour la France".

M. Draghi a assuré samedi lors d'une conférence

de presse à Washington que la BCE pourrait décider d'une "action monétaire" si l'euro continuait de s'apprécier, pour que "la politique monétaire reste aussi accommodante qu'elle l'est aujourd'hui".

Le Premier ministre, Manuel Valls, avait critiqué dans son discours de politique générale mardi le frein à la croissance que représente selon lui un euro trop fort.

Interrogé lundi matin sur France Inter en même temps que M. Sapin, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici, s'est félicité que la banque centrale soit "consciente qu'il faut éviter la déflation, qu'il faut éviter que la baisse des prix ne vienne entacher la reprise qui s'amorce".

"Cela veut dire que M. Draghi se sent aussi comptable de la croissance et donc c'est une bonne chose", a déclaré M. Moscovici.

"Ne croyons pas non plus qu'il suffirait que l'euro baisse pour que nos problèmes internes soient résolus", a ajouté l'ancien ministre.

"L'euro ne doit être ni un bouc émissaire ni une forme de laisser-aller par rapport à des réformes qu'il faut mener pour que notre pays soit plus moderne et plus compétitif car nous avons la même monnaie que l'Allemagne qui a aujourd'hui tout de même de meilleures performances que nous", a souligné M. Moscovici.

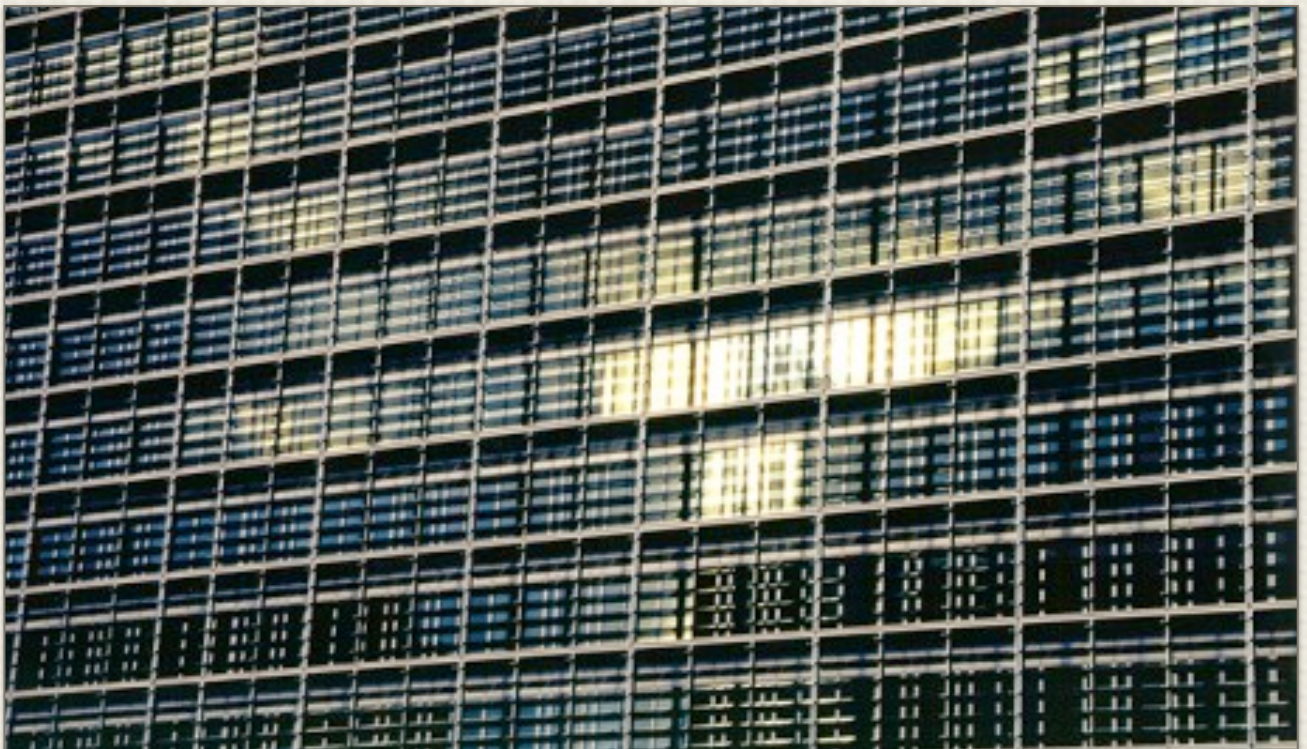
La déflation provoque un report des achats des consommateurs, qui anticipent de nouvelles baisses des prix, entraînant l'économie dans une spirale de baisse des prix et des salaires.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) La crise de la gauche européenne

Par Razmig Keucheyan



**La crise du capitalisme ne l'a en rien affaibli, pas plus qu'elle n'a profité aux gauches européennes : leur internationalisme a cédé face à celui du capital quand elles ne s'y pas ralliées. Seule solution, aujourd'hui : une relocalisation provisoire des luttes politiques à l'échelle nationale.**

Ce texte est issu d'un débat avec Alvaro Garcia Linera, vice-président de l'État plurinational de Bolivie, qui s'est tenu le 8 avril 2014 au siège du Parti communiste français, à l'initiative d'Espaces Marx. Étienne Balibar, Michael Löwy et André Tosel participaient également au débat.

La gauche européenne est aujourd'hui en crise – il y a peu de doute sur ce fait. Il est frappant de constater que la plus grave crise du capitalisme depuis 1929 n'a pratiquement pas bénéficié à la gauche, ni électoralement ni du point de vue d'un renouveau des mouvements sociaux et syndicaux. Comme celle des années 1930, la crise actuelle semble plutôt favoriser jusqu'ici la montée des forces de la réaction, comme le Front national en France, dont il existe des équivalents dans les autres pays européens, et au-delà.

Un autre trait marquant de cette crise est qu'elle a poussé les héritiers de la social-démocratie historique, le Parti socialiste en France, vers le centre, et non vers la gauche. À tel point qu'il est devenu de plus en plus difficile de distinguer les politiques que ces partis mettent en œuvre des politiques de la droite. Si des solutions « néo-keynésiennes » ont été brièvement expérimentées au début de la crise, elles ont été éphémères. Contre toute attente, la crise n'a pas sonné le glas du néolibéralisme, qui se porte aujourd'hui mieux que jamais.

### « Capitalisme démocratique »

Et pendant ce temps, la gauche de transformation sociale, la gauche dite "radicale" que nous représentons, ne parvient pas à peser de manière significative dans la conjoncture. Qu'elle soit politique, syndicale, sociale ou intellectuelle, elle rencontre les pires difficultés pour convaincre la population de ce qui, pourtant, est l'évidence même : que le capitalisme sème le chômage et la misère, qu'il génère du racisme et des conflits.

Quelles sont les raisons de cette difficulté de la gauche à se faire entendre dans le contexte de la crise ? Je livre deux hypothèses à la discussion, il y en aurait bien sûr d'autres. Première hypothèse. Dans L'État et la révolution, écrit en 1917, Lénine soutient que la démocratie est la meilleure forme ou la meilleure « enveloppe » politique possible pour le capitalisme. Une fois que le capitalisme y a pris racine, ce régime se révèle en effet le plus stable qui soit. Et effectivement, pendant une bonne partie du xx<sup>e</sup> siècle, le capitalisme et la démocratie sont allés de pair. Au xix<sup>e</sup> siècle, rares sont ceux qui croyaient cette alliance entre les deux, ce « capitalisme démocratique », possible.

Lénine n'avait toutefois pas entrevu un point crucial, me semble-t-il. C'est que, pour que cette alliance du capitalisme et de la démocratie fonctionne, il faut que le capitalisme soit suffisamment dynamique sur le plan économique. La démocratie permet à la population de formuler des revendications en termes de santé, d'éducation, de retraite, d'infrastructures... Si le capitalisme ne produit pas assez de richesses, s'il stagne ou s'il est en crise comme aujourd'hui, il cesse d'être à même de satisfaire ces attentes.

## **Endettement massif et dé-démocratisation**

En cas de crise économique de longue durée, le capitalisme démocratique a alors deux solutions. La première est de s'endetter de plus en plus, afin de maintenir un niveau de dépenses publiques permettant de contenter, au moins en partie, les attentes de la population. Le maintien d'un semblant de légitimité de l'État dépend, dans ces conditions, de son endettement croissant. Ou alors, seconde solution possible, l'État peut cesser peu à peu d'être démocratique, il peut se rendre sourd aux demandes de la population.

Ces deux solutions, c'est précisément l'évolution des États européens à l'heure actuelle : endettement massif et dé-démocratisation. Il faut bien voir que ces deux phénomènes ont une même cause, à savoir l'incapacité des États, en contexte de stagnation ou de crise du capitalisme, à satisfaire le niveau de dépenses publiques auquel les populations ont été habituées depuis l'après-guerre.

L'endettement massif, bien entendu, met les États à la merci des marchés financiers, qui fixent les conditions de l'emprunt, et donc les obligent à

mettre en œuvre l'austérité, c'est-à-dire la destruction des systèmes de protection sociale. La dé-démocratisation, de son côté, suppose que les institutions démocratiques perdent de leur vitalité, ou encore que des institutions peu démocratiques montent en puissance. Je pense en particulier aux banques centrales "indépendantes", ou à des institutions isolées de toute pression démocratique, comme les cours constitutionnels ou les cours des comptes, dont l'importance n'a cessé de croître au cours des dernières décennies.

Conclusion : nous sortons de l'alliance du capitalisme et de la démocratie qu'évoquait Lénine. Aujourd'hui, la démocratie devient de plus en plus un problème pour le capitalisme, car n'étant plus assez dynamique du point de vue économique, il est incapable d'assumer des niveaux de dépenses publiques dont il a fait bénéficier les populations dans un contexte de prospérité aujourd'hui révolu.

## **À l'écart des institutions**

Quel effet cela produit-il sur la gauche ? La gauche a à la fois été à l'origine de la démocratisation du capitalisme, et elle a en même temps grandement bénéficié de cette démocratisation. Elle en a été à l'origine, car la conquête des droits démocratiques a historiquement été justement cela : une conquête, autrement dit le fruit de luttes menées par des générations de militants. L'idée selon laquelle le capitalisme est un système qui tendrait « naturellement » vers la démocratie est une vaste blague. Il a fallu contraindre les classes dominantes à accorder des droits démocratiques. Mais d'un autre côté, la gauche a aussi bénéficié de la démocratisation, qui lui a permis de sortir de la clandestinité, et de faire de la politique au grand jour.

Le divorce en cours entre le capitalisme et la démocratie implique que l'espace public démocratique va probablement se rétrécir dans les années et décennies à venir. Nous n'allons bien sûr pas revenir aux conditions de la clandestinité qui étaient celles dans lesquelles Lénine faisait de la politique. Mais je parierais pour ma part sur une situation intermédiaire : pas la clandestinité, mais pas non plus les régimes démocratiques que nous avons connus depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Quoi qu'il en soit, la part extra-institutionnelle de



la politique va devenir de plus en plus importante dans les années à venir. Si nous voulons peser sur le système, c'est donc depuis la rue qu'il faudra le faire, ou depuis des espaces de liberté à l'écart d'institutions de moins en moins démocratiques. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, de mener des batailles à l'intérieur de ces institutions. Mais pour les raisons indiquées, cela sera peut-être plus difficile qu'auparavant.

## L'internationalisme du capital

S'il est une entité qui incarne le devenir-autoritaire des régimes politiques contemporains, c'est bien l'Union européenne. La seconde hypothèse que je voudrais vous soumettre pour expliquer la difficulté de la gauche à se faire entendre dans le contexte de la crise concerne précisément l'Europe. Elle concerne notre embarras collectif face à la question européenne.

Les années 1960 et 1970 ont été marquées, comme on le sait, par de puissants mouvements de solidarité internationale. L'imaginaire de la gauche actuelle s'est en grande partie formé dans ces luttes anti-impérialistes et internationalistes, qui se déroulaient en Amérique latine, en Asie, ou encore en Afrique. Ce que la gauche n'a pas vu à l'époque, et ce qu'elle a toujours du mal à admettre aujourd'hui, c'est que montait en puissance, à peu près à la même époque, un autre internationalisme : un internationalisme du capital, un internationalisme des classes dominantes.

Comme l'ont montré de nombreux marxistes, et d'ailleurs Marx lui-même, le capitalisme est un système mobile, qui est en mouvement permanent. Lorsque pour une raison ou une autre, les circonstances deviennent défavorables à l'accumulation du capital, il peut aller chercher des conditions plus propices ailleurs, ou à une autre échelle spatiale. Le capital peut aussi mettre en concurrence les espaces, en s'appuyant sur les uns pour contraindre les autres à se plier à sa logique.

C'est précisément ce qui s'est passé lors de la crise des années 1970, au moment où les Trente glorieuses ont pris fin. En cherchant à échapper aux contraintes que lui avait imposé le mouvement ouvrier au cours des décennies précédentes en termes de partage de la valeur ajoutée, et dans un contexte de déclin du taux de profit, le capital s'est internationalisé, donnant lieu à ce qu'on a appelé, par la suite, la

mondialisation néolibérale. C'est cette mondialisation néolibérale, cet internationalisme du capital, et non hélas l'internationalisme porté par les mouvements de solidarité internationale, qui s'est imposé depuis lors sur la scène mondiale.

## S'organiser à l'échelle nationale

L'Union européenne est une incarnation de cet internationalisme du capital. C'est un projet de classe, celui des classes dominantes, qui est structuré de part en part pour servir leurs intérêts. C'est un espace politique dont les classes populaires sont presque par définition exclues. De surcroît, depuis le début de la crise de 2008, les institutions européennes les moins démocratiques, au premier rang desquelles la Banque centrale, qui est hors d'atteinte de tout contrôle démocratique, n'ont cessé de se renforcer, au détriment des institutions qui font encore mine d'être démocratiques, comme le Parlement européen.

Penser que ce système pourrait être réformé de l'intérieur, que des marges de manœuvre existent, c'est à mon sens méconnaître l'histoire et la raison d'être de la construction européenne. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'opposer à l'internationalisme du capital un impossible "nationalisme de gauche". Ce serait être bien peu marxiste et bien peu dialectique. Mais pour éviter tout internationalisme abstrait, et pour faire en sorte que la gauche puisse se faire enfin entendre dans le contexte de la crise, il s'agit d'identifier précisément les forces sociales et politiques avec lesquelles elle va intervenir dans la conjoncture.

Or qu'on le veuille ou non, ces forces sont aujourd'hui largement organisées à l'échelon national. On peut le déplorer, mais c'est ainsi. Pour parvenir à réarmer un véritable internationalisme, un détour provisoire par l'échelon national paraît par conséquent inévitable. Plus exactement, la définition d'un nouveau rapport ou d'une nouvelle dialectique entre le national et l'international, qui ne soit pas celle du capital, est nécessaire.

## **VII) Santé : pour le Medef, 10 milliards d'économies, ce n'est pas assez !**

Par Caroline Coq-Chodorge

**Le Medef vient de verser sa contribution au débat sur la stratégie nationale de santé : il propose 25 à 30 milliards d'euros de diminution des dépenses d'assurance maladie obligatoire d'ici 2017. Sans jamais consentir le moindre effort pour diminuer les actes inutiles dans les cliniques, les frais de gestion des complémentaires santé, ou les dépenses excessives de médicaments.**

C'est inédit : le Medef a réuni, jeudi 9 avril, tous les acteurs privés de la santé, dont les représentantes de puissantes fédérations patronales : celles de l'industrie pharmaceutique (Leem), de l'hospitalisation privée (FHP), des sociétés d'assurance (FFSA). À l'issue d'un après-midi de débat, auquel étaient conviés des représentants de l'assurance maladie (mais pas la presse), les vice-présidents du Medef Geoffroy Roux de Bézieux et Jean-François Pillard, chargés du social, ont dévoilé la contribution de l'organisation patronale à la « stratégie nationale de santé » du gouvernement, qui vise à réorganiser l'offre de soins, pour permettre une économie de 10 milliards d'euros sur les dépenses d'assurance maladie, tout en confortant l'assurance maladie solidaire.

10 milliards d'économies n'est pas un effort suffisant pour le patronat : il propose donc 15 à 20 milliards. Avec en prime, une diminution de 10 milliards d'euros des dépenses d'assurance maladie, qui se retrouveraient à la charge des malades et des cotisants des complémentaires santé. Au programme donc : un colossal recul de l'assurance maladie solidaire au profit des acteurs du privé. Sans que ceux-ci ne consentent à un quelconque effort de maîtrise des dépenses de santé, alors qu'ils sont les grands bénéficiaires des colossales exonérations de cotisations sociales prévues dans le pacte de responsabilité (lire ici notre article de 2010 : Le plan secret du Medef pour dynamiser la Sécu).

« L'essentiel des efforts de la régulation de la dépense a été jusqu'ici porté par les acteurs privés : médicaments, dispositifs médicaux, médecins

libéraux », estime le Medef. Aux autres donc de consentir des milliards d'euros d'économies. Cette attitude tranche avec la relative bonne volonté des autres acteurs de la santé : la Fédération hospitalière de France, qui représente les hôpitaux publics, estime par exemple possible, à la condition de réformes structurelles, d'économiser 5 à 7 milliards d'euros en 5 ans, sans dégrader la qualité des soins et les conditions de travail.

Le patronat reprend à son compte les réformes structurelles esquissées par la stratégie nationale de santé du gouvernement : un « hôpital recentré sur les cas lourds et complexes », et une médecine de ville « mieux structurée et mieux organisée ». Mais le Medef exclut tout effort de la part des cliniques privées : selon lui, 7 à 10 milliards d'euros sont possibles grâce à une « réduction des capacités hospitalières publiques ». Alors que les cliniques privées représentent plus de la moitié de la chirurgie, le Medef ne dit pas un mot des nombreux actes chirurgicaux inutiles, par exemple les césariennes programmées, plus souvent pratiquées dans les cliniques privées (9,4 % des accouchements) que dans le public (6,6 %) ; ou encore la multiplication par 15 en 20 ans du nombre d'opérations du canal carpien (de 9 537 interventions en 1995 à 142 405 en 2005, selon l'Académie de médecine).

Têtu, le secteur privé continue à réclamer la « convergence tarifaire », c'est-à-dire l'alignement des tarifs du privé sur ceux du public. L'hôpital est en effet mieux rémunéré, ce qui est justifié par les missions de service public qui lui incombent (les urgences notamment), quand les cliniques privées se concentrent sur les activités les plus rentables (la chirurgie en particulier). Le Medef propose même d'ouvrir la possibilité pour le privé de reprendre des hôpitaux publics en « quasi-faillite ». La situation des cliniques privées n'est pourtant pas florissante : comme les hôpitaux publics, environ un tiers sont en déficit, et leur rentabilité est tombée en 2011 à 1,9 %, un taux insuffisant pour satisfaire les gourmands fonds de pension internationaux, actionnaires de grands groupes tels que la Générale de santé.

Le syndicat patronal poursuit encore son obsession de la « responsabilisation » du patient, en proposant d'instaurer de nouveaux tickets modérateurs, franchises et autres jours de carence dans la fonction publique. Et il ne digère pas la généralisation du tiers payant chez les médecins libéraux en 2017 : les patients n'auront plus à avancer les frais. Qu'importe si de nombreuses

études prouvent que l'absence d'avance de frais est avant tout une mesure de justice sociale, et si l'explosion actuelle de la fréquentation des urgences s'explique aussi par la difficulté d'une partie de la population à avancer le prix d'une consultation.

Il faut aussi rationaliser le nombre de caisses d'assurance maladie, affirme encore le patronat. Elles ont pourtant déjà fait des efforts considérables (48 caisses primaires ont fusionné ces dernières années) et l'assurance maladie se prévaut de coûts de gestion limités à 4 % de ses recettes. Le Medef ne dit en revanche pas un mot des considérables et opaques frais de gestion des 649 organismes de complémentaire santé (Le Monde vient de lancer une enquête auprès de ses lecteurs. Le seul coût de la publicité et du marketing représente déjà 15 % du montant des cotisations !).

La puissante industrie pharmaceutique ne propose rien non plus pour limiter les dépenses de médicaments excessives et inutiles. Les anomalies persistent pourtant, comme vient de le rappeler l'assurance maladie dans une étude sur les médicaments de ville qu'elle vient de dévoiler : parmi 8 pays européens, la France continue à avoir la 1re dépense de médicaments par habitant en 2013. Le médicament le plus coûteux pour l'assurance maladie est le Lucentis (428 millions d'euros), ce traitement contre la dégénérescence maculaire liée à l'âge, qui pourrait être remplacé par un traitement 20 fois moins cher. Le 3e médicament le plus cher est lui aussi une dépense inutile : c'est le Crestor (342 millions d'euros), le seul antidiabétique qui n'est pas un générique.

L'essentiel pour le Medef est que le système solidaire continue à financer l'innovation pharmaceutique. Qu'importe là encore si le coût de certains nouveaux médicaments frôle des niveaux insoutenables, même pour les systèmes de santé des pays les plus développés. Le Sofosbuvir, nouveau médicament révolutionnaire contre l'hépatite C, dont souffrent 230 000 personnes en France, coûte aux environ de 55 000 euros par patient (780 euros le comprimé). Quant aux nouvelles thérapies ciblées contre les cancers, l'oncologue Jean-Paul Vernant, auteur du dernier plan cancer, a publiquement jugé leur prix « immoral » dans une interview accordée à La Croix, à la suite d'oncologues nord-américains.

À toutes ces interrogations sur l'avenir du système de santé, les acteurs du privé n'apportent

encore aucune réponse. Ils ont du chemin à faire pour prétendre « assurer l'avenir du système en conjuguant efficacité, innovation et responsabilité », ainsi que le titre la contribution qu'ils viennent de verser au débat public.

mediapart.fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**